

Groupe TAVINI HUIRAATIRA
Assemblée de la Polynésie
QUESTION ORALE AU GOUVERNEMENT



Mme Maurea MAAMAATUAI AHUTAPU
Représentante à l'assemblée de la Polynésie française

N°1/2025/GTH/CAB/MM/ac

Taraho'i, le 12 Juin 2025

À

Madame Minarii Chantal GALENON TAUPUA
Vice-présidente, ministre des Solidarités,
en charge de la Famille, de la Condition féminine, des Personnes non autonomes,
de la communauté LGBT+ et des Relations avec les institutions
Et
Monsieur Cédric MERCADAL
Ministère de la Santé et de la Prévention, chargé de la Protection sociale généralisée.

Objet : Réponse coordonnée sur les mesures prises et à venir pour lutter efficacement contre l'ice dans notre fenua

Ta ora na

Ma question s'adresse à Madame la Vice-Présidente, ministre des Solidarités, et à Monsieur le ministre de la Santé, afin d'obtenir une réponse coordonnée sur les mesures prises et à venir pour lutter efficacement contre l'ice.

Effectivement, notre fenua est confronté à une crise sans précédent liée à la prolifération de l'ice. Dès **décembre 2024**, le diagnostic **Kairos** a mis en évidence la **banalisation** de cette drogue, y compris chez **des publics très vulnérables : jeunes, élèves, personnes sans-abri, femmes enceintes**. Le trafic s'intensifie, les réseaux sont puissants. Familles **démunies**, professionnels isolés, structures de sevrage inexistantes, notamment dans les archipels.

Les faits confirment l'urgence :

- **En 2024, 13 kg** d'ice ont été interceptés.
- **En mars 2025, 5 kg** ont été confisqués à l'aéroport.
- Et le **22 mai**, une opération a permis la saisie de **23 kg** au port autonome de Papeete, soit une valeur estimée à plus de **2,3 milliards F CFP**.

Toutes ces affaires impliquent des réseaux opérant en bandes organisées, parfois en récidive, ce qui souligne l'ampleur et la persistance du phénomène. Elles révèlent aussi des complicités graves, impliquant certains agents des services de l'ordre et de l'administration du Pays.

GROUPE TAVINI HUIRAATIRA

Face à cela, le Pays a réagi : **urgence nationale déclarée, 250 millions F CFP débloqués, et un délégué interministériel nommé, en la personne de M. Rauarii De Longeaux.** Ces actions, bien qu'essentielles, révèlent aussi une autre réalité : **celle d'un État qui fuit la réalité de l'urgence.**

Car dans le même temps, **des nouveau-nés intoxiqués à l'ice, hospitalisés d'urgence, incarnent les visages les plus innocents d'un système en échec.**

La puissance administrante, au lieu d'assumer ses responsabilités, préfère discréditer les alertes locales, qualifiant de "fantaisistes" les estimations, pourtant issues des données hospitalières et du terrain, qui évoquaient déjà entre 5 000 et 10 000 consommateurs. Aujourd'hui, les chiffres dépasseraient les 30 000, soit plus d'un habitant sur dix.

Et pourtant, l'État continue d'orienter le débat vers **le paka ou l'alcool**, comme si cela suffisait à justifier **l'explosion des violences dans notre fenua** — refusant ainsi de nommer frontalement **le fléau** que représente l'ice.

Les drogues dures circulent dans notre société depuis près de trois décennies.

Or les compétences régaliennes relèvent de **la seule responsabilité** de la puissance administrante. Le Pays agit avec les moyens qui sont les siens, assumant une part croissante du fardeau. Il ne peut être tenu pour seul garant de la sécurité publique face à un fléau d'ampleur internationale. Il ne peut continuer à compenser, seul, les **défaillances d'un appareil régalien** sur lequel il n'a aucune maîtrise.

Le gouvernement doit désormais exiger un **engagement renforcé de l'État**, y compris sur le plan pénal : **l'arsenal juridique actuel n'est pas à la hauteur des ravages causés par l'ice.**

Cette crise, au-delà de son urgence sanitaire et sociale, appelle à un **débat sincère** sur notre capacité collective, en tant que peuple, à **disposer librement des moyens de protéger les nôtres.**

Elle ravive **une question fondamentale** : celle du **droit à la souveraineté**, sans lequel **aucune politique durable** ne peut répondre **efficacement aux défis que nous connaissons.**

Ma question est donc double :

1. Quelles **mesures concrètes** le gouvernement peut-il mettre en œuvre pour **prévenir la consommation d'ice**, notamment **chez les femmes enceintes, protéger les nourrissons, accompagner les familles, créer des centres de sevrage, et piloter la lutte avec une cellule de coordination** à l'échelle du fenua ?
2. Et quelles initiatives sont envisagées pour **exhorter l'État à assumer pleinement ses responsabilités** en matière de **justice, de sécurité, et de lutte contre les trafics** ?

Māuruuru, te aroha ia rahi

Maurea MAAMAATUAIAHUTAPU

GRUPE TAVINI HUIRAATIRA